

Sociologie du travail

Vol. 57 - n° 1 | Janvier-Mars 2015

Participer. Pour quoi faire ?

Participer. Pour quoi faire ?

Chantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste

Participatory, Self-Managed, Collective Building Projects: When Every Act Is Politicised

GENEVIÈVE PRUVOST

p. 81-103

Résumés

Français English

Des partisans de l'utopie concrète, engagés dans la recherche de cohérence entre théories et pratiques écologiques, interrogent les notions de « participation » et de « travail » dans une perspective critique du développement industriel. Le travail est alors appréhendé comme une prise de position politique (écologique, libertaire). Dans le monde militant de l'écoconstruction, on étudiera les variantes de l'organisation des tâches dans des chantiers participatifs, autogérés et collectifs, que ce soit dans le cadre légal du bénévolat et d'une société coopérative et participative (SCOP) ou dans un contexte de lutte à Notre-Dame-des-Landes.

Advocates of a practical utopia, committed to the search for consistency between ecological theories and practices, explore the notions of “participation” and of “work” from a critical perspective on industrial development. Work is then understood as the adoption of a political stance (ecological, libertarian). In the world of militant eco-construction, we study variations in the organisation of tasks in participatory, self-managed and collective building projects, whether in legal frameworks such as volunteering or worker-owned companies, or in the conflicting setting of a new airport in Notre-Dame-des-Landes.

Entrées d'index

Mots-clés : Division du travail, Écologie, Militantisme, Écoconstruction, Autogestion, Zones à défendre (ZAD)

Keywords : Division of Labour, Ecology, Activism, Eco-Construction, Self-Management, Autonomous Resistance Zones (ZAD)

Notes de l'auteur

Je tiens à remercier pour leurs commentaires sur la première version de cet article les maçonnes et maçons de deux SCOP (dont la SCOP observée), les participants à un chantier participatif organisé par l'une de ces SCOP, ainsi qu'Albert Ogien (IMM-CEMS), les coordinateurs de ce numéro spécial et les membres du comité de rédaction de *Sociologie du travail*.

Texte intégral

- 1 Que le travail soit contraint ou choisi, aliénant ou épanouissant, productif ou reproductif, salarié ou indépendant, la même notion de « travail » est convoquée, en ce qu'elle se distingue du temps familial, du loisir, de l'action politique — c'est-à-dire du « non-travail ». Depuis la révolution industrielle s'est en effet progressivement instaurée la norme d'une scission spatio-temporelle entre le travail et les autres activités humaines, privées ou publiques (Abbott, 1988). Cette partition n'en fait pas moins débat à la fois sur le plan philosophique et politique. Des groupes sociaux s'inscrivant dans le sillage d'Ivan Illich et d'André Gorz prônent d'autres lignes de partage qu'ils expérimentent dans des utopies concrètes. La réduction du travail au salariat et à un bien marchand, mais aussi la hiérarchie entre, d'une part, le « labeur » manuel voué à l'autosubsistance et, d'autre part, la créativité de l'œuvre artistique et de l'action politique (Arendt, 1993), font l'objet d'une critique active (Pruvost, 2013) : pourquoi le travail ne serait-il pas une activité autonome, coopérative et inventive ?
- 2 Cette réévaluation de la place du travail étant portée principalement par l'écologie politique et des mouvements libertaires, j'ai mené une enquête sur la coïncidence entre théories et pratiques écologiques au quotidien, principalement dans trois régions rurales (Aveyron, Cévennes, Bretagne) à partir du recueil de quatre-vingt-quinze récits de vie et d'une vingtaine de séjours ethnographiques entre 2010 et 2014. Pour cette population d'artisans, d'agriculteurs, de petits fonctionnaires et d'artistes, qui combinent les mi-temps domestiques, professionnels, associatifs, et pour qui habiter un lieu, c'est s'engager localement, qu'est-ce que travailler veut dire ? Afin de comparer modes de vie décroissants pacifiques et modes de vie en lutte, l'enquête a été prolongée à Notre-Dame-des-Landes entre 2012 et 2014. L'analyse sera ici circonscrite à une forme d'action récurrente sur l'ensemble de ces terrains d'enquête : les chantiers participatifs en écoconstruction.
- 3 Réactivant le principe de l'entraide villageoise et de la solidarité militante, la formule des chantiers participatifs dérive sans aucun doute du succès de la démocratie participative. Le niveau de formalisation du dispositif est toutefois différent. Aux protocoles de consultation citoyenne des usagers, orchestrés par des professionnels de la participation, est opposée l'auto-organisation de la société civile. Dans certains espaces militants, le terme « participatif », pour être associé au management du même nom, est à ce point négativement connoté que le titre de « chantier autogéré » ou « collectif » lui est préféré. Afin de mettre au jour la variété des alternatives au travail salarié, on étudiera trois cas qui ont en commun de ne pas relever de l'utopie communautaire (Lacroix, 1981) mais de la mise en réseau d'initiatives : tout d'abord les chantiers participatifs qui associent bénévoles, autoconstructeurs et professionnels dans la construction de maisons de particuliers ; puis les chantiers autogérés par les associés d'une société coopérative et participative (SCOP), spécialisée dans l'écoconstruction, fondée sur un principe d'égalité rémunération et de rotation des tâches ; enfin, les chantiers collectifs qui se déploient dans le cadre de la lutte d'occupation du tracé du futur aéroport de Notre-Dame-des-Landes, où la critique du travail marchand et de la professionnalisation de la main-d'œuvre est radicalement mise en œuvre. Pour la clarté de l'analyse, on mettra en évidence les conditions de la participation au travail de construction pour chaque type de chantier, sachant que l'ensemble de ces maçons, bénévoles et militants sont abonnés à des listes communes

de diffusion électronique et qu'une partie d'entre eux circulent d'un chantier à l'autre. Le monde social de l'écoconstruction militante appartient à une même « constellation » (Collectif Mauvaise Troupe, 2014), qui inclut tous ces registres d'action connexes.

4 D'un bout à l'autre de ce spectre, la notion de « participation au travail » revêt de fait un sens singulier : elle est éminemment volontaire, elle ne relève pas d'une nécessité socioéconomique ou d'une imposition hiérarchique. Puisqu'il s'agit de se démarquer en tous points de la structuration pyramidale du secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), les critères de participation à un chantier sont très réfléchis. Le choix des matériaux de construction, de l'outillage et de l'organisation du travail, jusque dans ses moindres détails, participe d'un positionnement politique. Les écoconstructeurs sont ainsi des « enquêteurs » au sens de John Dewey. Pour partager une même conception extensive du travail qui dissout les oppositions entre labeur et action politique, les chantiers participatifs, autogérés et collectifs se distinguent néanmoins par le statut des travailleurs mobilisés, les compétences requises, les formes de rémunération, la distribution des tâches et la propriété finale du bâtiment produit.

5 Chacun de ces points permet aux acteurs de se situer sur une échelle de plus ou moins grande rupture avec le monde du travail conventionnel, avec des arbitrages qui font l'objet de débats constants sur les chantiers, que seule l'approche ethnographique peut saisir. Nuls comptes rendus de réunions, nuls rapports écrits pour documenter cette enquête sur ce type de chantiers qui, au rebours des grands projets participatifs urbains, sont faiblement institutionnalisés. La preuve qu'une organisation alternative du travail est possible ne peut s'établir qu'*in situ*, tant pour les travailleurs que pour l'observation sociologique, *a minima* participante¹.

1. Professionnels et profanes dans les chantiers participatifs

6 La division entre travail et non-travail repose à la fois sur la bureaucratisation des activités, sur une augmentation de la taille des organisations et sur la mise en place d'un marché d'emploi qui ne soit plus local (Abbott, 1988), signant le déclin de la « cité domestique » (Boltanski et Chiapello, 1999). Il s'ensuit que le modèle de l'entreprise artisanale ou familiale est associé à une forme corporatiste et clanique qui n'est pas vouée à se développer. Que ces formes d'emploi aient pu comporter dans certains cas une dimension de partage des ressources et du savoir, que la participation à ces petites unités ait pu relever d'un échange non marchand visant le bien commun, est rarement évoqué par tout un pan de l'historiographie, comme s'il allait de soi que le salariat moderne entraînait une émancipation des travailleurs. Ce rapport dichotomique à l'histoire (mais aussi entre Occident et non-Occident) est remis en question par les alternatifs écologiques rencontrés, qui revisitent les sociétés pré-modernes, ainsi que les expériences ultérieures de résistance à la « marche du progrès », au prisme de l'idéal politique d'une non-marchandisation du travail humain.

7 C'est ainsi que la marchandisation systématique de l'activité de construction est perçue comme un phénomène récent. Commenant par une exploration généalogique de la génération des grands-parents et arrière-grands-parents, les récits de vie recueillis sont sans équivoque : les petits fermiers et les ouvriers étaient assurément bricoleurs, « tous un peu maçons », en liens étroits avec le voisinage. Les historiens de l'habitat vernaculaire confirment l'idée que le principe du chantier participatif n'est pas une nouveauté : pour une partie de la population, construire une maison relevait tout à la fois des économies marchande, domestique et locale, impliquant d'autoconstruire la majeure partie de la maison avec sa parentèle et ses voisins. La notion de « participation » recouvre ici celle d'échange de services.

8 L'expérimentation des Castors, née à l'issue de la Seconde Guerre mondiale en

réponse à la crise du logement, s'inscrit dans la continuité de ce modèle constructif : réunis en coopératives, les Castors autoconstruisent collectivement leurs logements sur des parcelles cédées par des collectivités locales ou des mécènes, dans le but d'acquérir à bas prix une maison individuelle, suivant le principe de « l'apport-travail »² (Messu, 2007). Ainsi la formule des chantiers participatifs renoue-t-elle avec ces pratiques hybrides : l'autoconstruction partielle et l'entraide font partie des conditions d'accès à la propriété pour les classes moyennes et populaires.

9 Qu'est-ce qui s'invente avec les chantiers participatifs actuels ? Ce n'est pas tant le principe de l'autoconstruction, ou le jeu de dons et contre-dons, que l'engagement militant sous-jacent. Parce que la pratique de l'entraide revendiquée par les chantiers participatifs prend place dans une dénonciation plus large de la marchandisation de l'ensemble des secteurs de la vie, la participation bénévole et l'échange de savoir-faire sont investis d'une portée politique critique que n'avait pas l'ancienne entraide villageoise.

10 La participation régulière à des chantiers participatifs est de fait pensée comme un travail de sape du « système » (capitaliste, industriel) par le démantèlement préalable qu'elle suppose du « système des professions », prolongeant par des actes les analyses d'Andrew Abbott sur cette configuration historiquement située : le développement de l'industrie s'est en effet appuyé sur la promotion de professionnels certifiés par l'académie, dotés d'habilitations qui leur confèrent le monopole de l'expertise et de l'action sur un domaine de savoir (Abbott, 1988). Dans le monde social de l'écoconstruction militante, le pouvoir des professionnels (ingénieurs, architectes, juristes, médecins, etc.) est dénoncé comme autant de justifications d'une division entre travail manuel et intellectuel, fondatrice de hiérarchies sociales. Reste à comprendre l'alternative concrète que proposent les chantiers participatifs, en termes de recrutement et d'organisation des tâches.

1.1. L'adhésion à l'écologie politique

11 Afin de saisir les contours idéaltypiques des chantiers participatifs, il est instructif de partir du bref descriptif organisationnel qu'en propose l'association Botmobil. Dans cette notice factuelle sont disséminés deux principes chers aux alternatives écologiques, qui constituent en soi une forme de sélection des participants.

12 « Les porteurs de projet (auto-constructeurs/trices³) accueillent sur leur chantier des bénévoles pendant quelques semaines. Le bénévole s'engage à venir sur toute la durée du chantier à raison de 5 jours par semaine, du lundi au vendredi, 8h par jour. Le chantier démarre à 8h chaque matin. Le bénévole doit avoir une assurance responsabilité civile. Il lui appartient de vérifier qu'il est bien couvert en cas d'accident. [...] La nourriture est fournie aux bénévoles par le porteur de projet, ainsi qu'un terrain pour planter la tente, des toilettes sèches et une ou deux douches. [...] Pour un vivre ensemble agréable, chacun s'engage à avoir une attitude responsable sur le chantier »⁴.

13 Affirmer que les toilettes sèches⁵ font partie de l'équipement de base d'un chantier participatif constitue un premier filtre. La prise de position sur un objet aussi trivial ne marque en effet pas seulement le souci d'une autogestion des déchets en dehors du système municipal ou privé de traitement des eaux usées, elle relève du projet politique plus vaste d'inclure l'intégralité des actions humaines dans un écosystème. Il n'y a que les « écolos » très engagés au quotidien et quelques collectifs libertaires pour qui les toilettes sèches constituent la base de toute installation.

14 Quant à la référence au savoir « vivre ensemble » et à la « responsabilité » propre à chacun, elle ne constitue pas un simple rappel formel de bonne conduite, elle pose clairement la convivialité et l'autonomie comme moyens et comme fin selon les termes de Gorz et d'Illich — et non l'efficacité et la productivité. Ainsi, le rythme de travail est soutenu (huit heures par jour), mais il est impératif qu'il demeure « agréable ».

15 Le choix des matériaux (bois, terre crue, matériaux biosourcés) constitue un autre élément de distinction politique excluant les constructeurs conventionnels qui n'auraient aucune réflexion critique sur le BTP. Pour les partisans de l'écoconstruction, le béton armé et le parpaing sont en effet des produits vendus par des groupes industriels qui ne se préoccupent ni de la santé des ouvriers qui les fabriquent et les posent, ni de la dépense énergétique que requièrent la production et la mise en œuvre de tels matériaux, et encore moins de leurs effets sur les habitants et l'environnement. S'instaure un lien de cause à effet entre qualité du matériau et conditions de travail : au matériau standardisé correspond la taylorisation des tâches. Écoconstruire en adoptant la division du travail industriel constitue ainsi pour les pionniers de l'écoconstruction une contradiction dans les termes. Contre la production de masse qui transforme les maçons en applicateurs de matériaux préfabriqués, il s'agit de remettre à l'honneur la notion d'art constructif avec les matériaux disponibles localement : bois, paille, terre, pierre. C'est dans ce contexte de défense de l'artisanat et des circuits courts que le chantier participatif émerge comme forme d'organisation du travail.

16 La participation à un chantier participatif procède ainsi d'un accord minimal sur ces principes, marquant une césure entre deux mondes — celui des citoyens qui se disent « cohérents » en mettant en pratique *hic et nunc* leurs idées politiques, et celui des citoyens « classiques » qui délèguent aux institutions le pouvoir de décider et de mettre en application les réformes. En d'autres termes, participer à un chantier participatif, c'est déjà être initié au principe politique de l'action directe, définie ici comme non violente et non nécessairement subordonnée à l'aval d'experts ou d'administrations distribuant autorisations et subventions.

17 Dans le monde militant de l'écoconstruction, l'ouverture à un large public anonyme ne va par conséquent pas de soi. À la grande différence de démarches qui relèvent de l'économie dite « collaborative » comme le covoiturage ou le *crowdfunding*⁶, dont l'essor accompagne celui des nouvelles technologies d'information et de communication, les chantiers participatifs ne font pas l'objet de sites internet sophistiqués permettant de mettre en relation bénévoles et bénéficiaires. Le registre de la petite annonce sur des sites d'écoconstruction — comme ceux des Compailleurs et de Botmobil qui disposent de forums depuis 2006, ou la rubrique « chantier participatif » créée en 2007 dans *La maison écologique*⁷ — reste la norme, marquant la primauté du réseau d'interconnaissance. L'absence de manuels explicatifs pour les néophytes témoigne du présupposé de recrutement au sein d'un même réseau, uni par l'écologie politique, abonné aux mêmes revues militantes (entre autres *Silence !*), fréquentant les mêmes foires bio, les mêmes salons d'écoconstruction qui sont autant de rendez-vous périodiques.

18 On peut ainsi distinguer trois canaux de recrutement : le réseau des propriétaires de la maison ; le réseau des artisans qui font venir des apprentis (architectes et maçons) en vue de les former gratuitement ou contre rémunération dans le cadre d'un chantier participatif qui sera qualifié de « chantier école » ; le réseau des revues et sites internet promoteurs de l'écoconstruction, qui permet d'élargir ces deux premiers cercles, tout en restant très en deçà du fonctionnement institutionnalisé d'autres secteurs de l'économie collaborative. À tous niveaux, les principes de l'écoconstruction sont réitérés, permettant de constituer des équipes de travail qui creusent le même sillon.

1.2. Le brouillage convivial des hiérarchies

19 La participation à un chantier participatif, si elle repose sur l'appartenance à une même constellation politique, implique toutefois des statuts d'emploi tout à fait différents : il y a les commanditaires de la maison qui apportent leur force de travail ; des professionnels certifiés et rémunérés ; des stagiaires qui payent leur formation auprès de professionnels ; des bénévoles qui échangent leur main-d'œuvre contre gîte,

couvert et formation ; d'autres bénévoles (adultes, mais aussi enfants) qui viennent pour donner un coup de main à leurs proches et participer à cet événement festif. Cette main-d'œuvre hétérogène redistribue les cartes de la stratification du secteur du bâtiment par la collaboration qu'elle suppose entre professionnels et profanes. « C'est une tout autre philosophie », dira Paul, 33 ans, maçon auto-entrepreneur, lecteur de Kropotkine et organisateur de chantiers participatifs. Loin d'être atypique, la référence aux expérimentations anarchistes constitue une base politique pour une partie de ces écologistes du quotidien, qui rejettent toute forme de hiérarchie.

20 Comment s'organise concrètement la division du travail ? L'observation menée sur le chantier de Liliane, 52 ans, animatrice nature et militante pour la « vélorution » et Michel, 52 ans, boulanger en bio et militant dans un système d'échange local (SEL), permet de dégager des principes structurants.

21 Liliane et Michel, qui ont financé leurs travaux par leur apport-travail et leurs économies, ont fait appel la première année à une maçonne professionnelle de Botmobil rémunérée dans le cadre d'un chantier participatif. La seconde année, s'estimant suffisamment aguerris, ils ont relancé un chantier participatif, en occupant cette fois la double position de maître d'ouvrage et de maître d'œuvre. C'est eux qui forment les bénévoles dont je faisais partie sur le chantier. Restés en très bons termes avec la maçonne de Botmobil, ils n'hésitent pas à l'appeler pour lui soumettre des cas pratiques, rendant compte ici d'un haut niveau d'échange entre professionnels et non-professionnels.

22 L'objectif affiché est de fait l'autonomie : il ne s'agit pas de rendre les constructeurs dépendants du savoir unique de l'artisan. Les artisans ont pour mission de former leurs clients, comme les stagiaires et les bénévoles. À l'inverse de ce que montre Andrew Abbott sur le fonctionnement des professions, on assiste ici à la mise à disposition, par les professionnels eux-mêmes, de leur expertise, pour des profanes qui, à leur tour, tiennent des blogs et interviennent dans des forums, expliquant pas à pas chaque étape du chantier (Pruvost, 2015).

23 Autre élément récurrent, les commanditaires comme les professionnels accompagnant les chantiers participatifs ne visent pas la productivité, mais la création d'un lien : un chantier qui se passe bien, ce n'est pas un chantier fini en temps et en heure, c'est un chantier où une amitié s'est nouée entre les maçons, les propriétaires et les bénévoles, où se sont échangés des bonnes adresses et des savoirs divers — de l'herboristerie à l'information sur un combat environnemental international. Contribuer à un chantier participatif, ce n'est donc pas seulement apprendre ou transmettre une technique constructive, c'est enrichir son réseau. Si les critères économiques de rentabilité du chantier entrent si peu en ligne de compte, c'est aussi en raison du mode de vie décroissant, adopté par l'ensemble des participants au chantier, qui diminue d'autant la nécessité de « faire de l'argent ».

24 Une telle organisation du travail s'approche du projet politique décrit par André Gorz : il ne s'agit pas de « donner sans contrepartie » de son temps pour un ouvrage qui n'a pas pour unique fin l'autosubsistance, mais bien de se retrouver dans « le plaisir d'apprendre, de coopérer, de perfectionner » (Gorz, 1988, pp. 270 et 272). Les chantiers participatifs constituent une version intermédiaire de l'horizon dessiné par A. Gorz, par la mise à distance des seules relations marchandes au profit des principes de formation pédagogique, d'hospitalité et de convivialité (Illich, 2005). Si les chantiers participatifs ont tant de succès, c'est parce qu'il s'y construit bien autre chose que la maison d'un particulier.

25 La division du travail observée rend compte de cette superposition des fonctions où le plaisir d'apprendre et d'être ensemble constitue un impératif de participation : les tâches les plus pénibles, très hiérarchisées dans le bâtiment conventionnel, sont ici partagées par tous les membres du chantier. Insérer des ballots de paille dans une structure en bois constitue par exemple un travail de force, non mécanisé, qui implique une grande quantité de main-d'œuvre, et il est inimaginable que quiconque s'y

soustraie — de l'architecte au maçon, des autoconstructeurs aux bénévoles. En tant que sociologue, enquêter sur ce type de chantier, c'est dès lors participer à plein temps au travail. Il ne s'agit pas de ralentir le groupe en prenant des notes inopportunes, d'autant que l'apprentissage passe par « ce que sait la main » (Sennett, 2010). La contestation de la division entre travail manuel et intellectuel, entre pratique et théorie, fait partie des arrière-plans de la participation à un chantier participatif.

26 Cette participation collective touche également le travail physique du chantier, comme porter des brouettes, transporter du matériel d'un étage à l'autre avec des poulies. Ce point récurrent a été observé sur le chantier de Liliane et Michel où les tâches les plus pénibles ont donné lieu à une rotation informelle des postes — avec, contrairement à ce qui se passe dans le BTP, une grande attention portée à l'ergonomie et à la fatigue physique dans l'idée d'adoucir le « sale boulot » (Hughes, 1996).

27 Ce partage du travail d'exécution ne s'étend pas, cependant, jusqu'à une reconfiguration du projet constructif par les bénévoles qui, à la différence des habitants ou riverains consultés lors de dispositifs participatifs sur les grands projets urbains, ne disposent pas du droit de regard sur le projet constructif. Ils ne sont pas associés en amont du projet et demeurent les exécutants d'un plan préétabli. Ce rapport d'exécution n'implique toutefois pas tout renoncement à l'initiative. Celle-ci se situe ailleurs, dans l'organisation du travail et l'inventivité manuelle. Ainsi Patricia, bénévole pour la deuxième semaine quand j'arrive sur le chantier de Liliane et Michel, a-t-elle acquis une certaine assurance technique qui lui permet de faire preuve d'initiative. Signe de son expérience croissante, mais aussi de la confiance qui s'est tissée avec Liliane et Michel (que Patricia ne connaissait guère plus que moi), elle personnalise sa manière de poser les enduits sur les murs en bottes de paille. Liliane trouve son travail très réussi sur le plan esthétique, même s'il prend plus de temps que prévu.

28 La « participation » des chantiers participatifs s'exerce par conséquent à un tout autre niveau que celle des consultations participatives où il n'est pas envisageable que les usagers prennent la truelle, suivant une stricte division du travail entre la conception du projet et son exécution par des professionnels du bâtiment (Nez, 2011). Elle repose sur le brouillage convivial des hiérarchies entre professionnels et bénévoles — non pas en termes de savoir-faire (il y a bien ceux qui connaissent la technique et ceux qui viennent juste de l'apprendre), mais en termes d'exécution et de finalité des tâches. Apprendre l'usage de matériaux à portée de main, partager collectivement les tâches répétitives comme les tâches créatives et récréatives, s'échanger des idées, des réseaux, des projets, sans perdre de vue les délais de construction, reconfigure l'événement du chantier qui relève tout autant de la sociologie des techniques, du travail, du loisir que du politique.

1.3. Conflits et expression de vulnérabilité

29 La dimension participative de la fabrique de l'habitat, si elle assure une motivation certaine de la main-d'œuvre mobilisée, ne désamorce pas pour autant tous les conflits. Le niveau de compétence hétérogène des équipes de travail constitue le problème le plus délicat auquel maîtres d'œuvre et d'ouvrage doivent faire face : comment faire en sorte que chacun trouve sa place ? Que faire avec celles et ceux qui présument de leurs compétences ? Comment arbitrer les conflits d'expertise entre professionnels et bénévoles très expérimentés ? « Animer un chantier participatif, c'est avant tout faire du relationnel. Ça demande une énergie ! À la fin de la journée, je suis vidée » (Gwenaëlle, enseignante, devenue maçonnes, puis formatrice en écoconstruction, 40 ans).

30 La relative féminisation de l'écoconstruction à tous les niveaux — en tant qu'autoconstructrices, architectes, maçonnes, bénévoles — peut être lue comme un indice du fonctionnement de ce secteur : la virilité comme mécanisme collectif de

défense contre la dureté des conditions de travail, si prédominante dans le bâtiment (Dejours, 1997), n'est pas une ressource nécessaire. Le souci de son propre corps, de celui des autres, des matériaux, de l'environnement l'emporte sur le respect des cadences induites par l'impératif de productivité. L'autoritarisme — sur lequel on n'a recueilli aucun témoignage — et le virilisme sont toujours possibles mais, à la différence du travail rémunéré, ils ne peuvent s'exalter avec la même légitimité : les bénévoles, mécontents, peuvent toujours se retirer du chantier et user de leur droit d'*exit*. Les forums constituent par ailleurs un outil de pression non négligeable dans le jeu des réputations, important dans le petit monde de l'écoconstruction. Se mettent enfin en place, sur certains chantiers, des procédures de *debriefing* pour rectifier des dynamiques de groupe mal engagées.

31 Le chantier de Dora est emblématique de cette pratique d'écoute bienveillante, issue de la communication non-violente. Dora, après un parcours d'agricultrice bio et de militante pour la cause indigène en Amérique du Sud, a vécu en cabane, puis en yourte. Actuellement au RSA (revenu de solidarité active), mais dotée d'économies accumulées lors de son précédent emploi, elle décide de construire une petite maison de 30 m² en organisant un chantier école — avec des stagiaires qui payent leur formation — et participatif — avec des proches, bénévoles —, sous la houlette de Georgio, charpentier, auto-entrepreneur en écoconstruction, qui se trouve par ailleurs être un ami.

« Georgio fait partie d'un cercle de parole de communication non violente. C'est un outil du coup qu'il a beaucoup utilisé dans le chantier, et ça c'était génial, parce que, tous les matins au petit-déj' et tous les soirs avant le repas du soir, on faisait des cercles de parole. [...] C'était génial parce que tu voyais peu à peu, au fur et à mesure des jours, les gens se relâcher, s'ouvrir petit à petit. Et il y a un moment-clé où le cercle a été un outil de médiation fabuleux, c'est quand on a commencé à monter la charpente. Georgio a dit "Il y a trop de monde. J'ai besoin de bien me concentrer, donc je vais choisir six personnes sur les quinze". Parmi les participants, il y avait un homme d'une soixantaine d'années, Gérard, qui était architecte. Il a eu un grand coup à l'égo de ne pas avoir été choisi pour la charpente. [...] Quand Georgio a posé la première poutre, il y a eu un grand silence, Georgio se concentrait, faisait ses calculs. [...] Et Gérard est rentré sur le chantier, pour faire des photos. J'ai dit "Gérard, je suis désolée mais c'est important que tu sortes. On a dit qu'il n'y avait que six personnes". Il n'a vraiment pas du tout aimé ! Il est sorti en gueulant, en disant : "Sécurité, sécurité, mon œil !". Lui, il savait ce que c'était, qu'on ne portait pas de casques, etc. [...].

Dans le cercle du soir, Gérard a commencé à dire que, vraiment, "c'était nul au niveau de la sécurité" [...] Arrive mon tour dans le cercle de parole [...]. Je dis : "Quand il y a de la peur, il y a l'adrénaline et c'est ce qui fait tout foirer. [...] Moi, je ne veux pas de ça ici. Depuis quatre jours, on expérimente plutôt la confiance, la bonté, le partage. C'est ça que je veux partager. S'il y a des personnes qui sentent de la peur, qui se sentent insécurisées [...], vous mettez le reste du groupe en danger et vous vous mettez vous-mêmes en danger". Ça a envoyé une onde de choc dans le groupe. On a continué le cercle [...] et là, Georgio, pareil, a mis les points sur les *i* en disant : "Toute l'idée de la sécurité, ici, c'est la responsabilité. À partir du moment où vous avez fait le choix de venir ici, sachant que [...] je ne suis pas ingénieur, que Dora n'est pas architecte, qu'on travaille avec les outils avec lesquels on travaille, vous êtes là pour apprendre. C'est vous qui vous responsabilisez, vous êtes votre meilleure assurance. On n'est pas dans un monde où il y a une assurance, où il y a un avocat qui vous attend. On n'est pas dans ce monde-là, on est dans l'auto-construction ici". Ça a envoyé une autre onde dans le groupe et on a fait un deuxième tour. Là, ça a été génial. [...] À la fin, on est resté tous les deux avec Gérard. Il a pleuré. On a causé. Il est parti se balader avec son chien et il est revenu. Il a décidé de se réintégrer au groupe ».

32 Ce récit permet de rendre tangible la ligne de crête sur laquelle évoluent ces pratiques hétérodoxes qui entendent faire advenir « un ethos postprofessionnel » (Illich, 2005, p. 89) : contre la société du risque (Beck, 2001), prise dans l'écheveau

étatique des normes d'hygiène et de sécurité, il s'agit de rétablir un droit à l'auto-organisation solidaire.

33 La conscience de ces enjeux politiques, mais aussi l'usage de la parole — impliquant un savoir-faire rhétorique et émotionnel — ne sont à l'évidence pas partagés par l'ensemble des participants aux chantiers participatifs, comme l'atteste le cas de Gérard, sommé de changer, non sans douleur, de normes professionnelles en l'espace d'un chantier — changement qui s'est avéré possible par la mise en place d'un espace de discussion, mais aussi par l'instauration d'une relation plus intime, autorisant l'expression de sa vulnérabilité (Charles, 2012a).

34 Ce dernier point constitue un élément important de l'organisation du travail des chantiers participatifs. Il est certes préconisé de ne pas se spécialiser pour devenir autonome sur le plus de tâches possibles, mais certains découvrent leurs limites manuelles, physiques, relationnelles. « J'ai vite compris que je n'y arriverais pas, que ce n'était pas pour moi. Du coup, j'ai fait la bouffe pour tout le monde. Je donnais des coups de main, mais globalement, c'est ma compagne qui était sur le chantier » (Bruno, 38 ans, ingénieur à trois-quarts temps et propriétaire d'une maison construite en partie par chantier participatif). De la cuisine collective au rangement du chantier, de l'acheminement des matériaux à la diffusion d'une bonne humeur, les différences de genre, d'âge, de force physique, de compétence technique, d'aisance orale sont absorbées comme autant de ressources complémentaires qui permettent au collectif de travail de fonctionner dans sa diversité.

35 L'ancrage des participants aux chantiers participatifs du côté de l'écologie politique — dont on sait qu'elle recrute principalement du côté des classes moyennes éduquées⁸ — contribue assurément à maintenir la cohésion sur le chantier. Mais cette homogénéité sociale et politique ne saurait à elle seule expliquer que les chantiers participatifs soient effectivement « participatifs » et satisfassent la majorité de leurs participants : le dispositif même du chantier participatif peut remodeler en cours d'action des manières de faire. Il constitue une épreuve susceptible de reconfigurer des points de vue incertains. L'adhésion préalable aux principes de l'écologie politique et leur mise en pratique pendant le chantier expliquent le succès de cette organisation du travail atypique : pourquoi en effet les propriétaires d'une maison accepteraient-ils que leurs travaux soient accomplis par des profanes, en un temps plus long, avec des compétences aléatoires, impliquant un accueil à la hauteur de l'engagement bénévole ? Pourquoi des bénévoles viendraient-ils aider un particulier à construire une maison dont ils n'auront pas l'usage ? Pourquoi des artisans seraient-ils partants pour travailler à moindre coût avec des équipes de travail dont ils ne maîtrisent pas la composition ? Il s'agit à tous niveaux de participer à une vaste entreprise d'échange de savoirs dans laquelle le travail marchand importe moins que le projet de société qu'implique la co-construction d'un monde coopératif et durable.

2. Le travail gratuit en débat : l'alternative d'une SCOP autogestionnaire

36 Les professionnels de l'écoconstruction ne sont pas unanimes sur les vertus des chantiers participatifs. Certains s'élèvent contre les abus inhérents à l'usage de travail gratuit dans une économie qui demeure une économie de marché. L'échange libre de sa force de travail contre formation et hospitalité dessine en effet un monde dans lequel l'État redistributif est court-circuité. Or, il est rare que les chantiers d'écoconstruction autoproduisent tous les matériaux nécessaires et se passent de tout échange financier. Comment dès lors proposer une alternative économique qui soit à la fois

autogestionnaire et salariée ? On explorera ici une autre conception de la participation à partir de l'organisation du travail d'une SCOP (que l'on appellera la SCOP Interstella) et des débats qui ont lieu au sein d'une association nationale d'écoconstruction, située à l'extrême-gauche de l'échiquier politique et dont cette SCOP est membre⁹.

2.1. Débats sur les dérives des chantiers participatifs

37 La première critique adressée au chantier participatif vise la propriété finale du bien : à la différence d'usines autogérées par les ouvriers, dans lesquelles les moyens de production, la force de travail et la vente du produit fini appartiennent à la coopérative qui redistribue les bénéfices, les bénévoles mobilisés dans les chantiers participatifs ne possèdent pas le bâtiment construit, qui appartient à un particulier. Jacques, membre de la SCOP Interstella, 60 ans, maçon, trouve que sous couvert de solidarité, il y a des abus dans le monde de « la bio » : « Moi ce que je regarde, c'est qui possède quoi. Tu as construit ici une grange, là un atelier, tu as été nourri, logé un été pour bosser dans une bonne ambiance sur un beau chantier participatif, mais à la fin, les murs appartiennent à qui ? ». En réponse à ce type de critique, les propriétaires des chantiers participatifs proposent une ouverture au public de leur habitat. Ils sont certes propriétaires d'une maison individuelle, mais cette dernière est érigée en maison témoin de l'efficacité énergétique de telle ou telle technique. Les habitants transforment alors leur mode de vie en « démonstration publique » (Rosental, 2009) du bien-être que procure l'adoption d'un mode de vie écologique. La propriété des lieux reste néanmoins privée et l'ouverture au public, fortement dépendante de l'engagement militant des propriétaires.

38 La deuxième critique touche la question du travail non rémunéré des bénévoles qui fait une concurrence déloyale aux artisans qui travaillent sur devis. À ceci s'ajoute le dispositif des « chantiers écoles », dans lequel les stagiaires payent leur formation, ce qui permet aux clients de payer les matériaux et de bénéficier d'une force de travail gratuite d'autant plus motivée que la formation leur coûte. Cette dénonciation peut aller chez certains écoconstructeurs jusqu'à une critique du statut d'auto-entrepreneur : celui-ci, qui n'est pas soumis aux mêmes charges que les artisans, peut de ce fait s'autoriser plus facilement à encadrer des chantiers participatifs dont la rémunération et la durée sont plus souples. Cette critique statutaire renvoie plus largement à deux croyances politiques qui font débat, l'une fondée sur la refonte possible de l'État, l'autre sur sa nécessaire dislocation. Les uns misent sur la possibilité d'une société solidaire redistributive *via* les cotisations prélevées sur le travail, tandis que les autres ont cessé de croire en l'État Providence — désenchantement qui touche plus particulièrement les plus jeunes générations rencontrées au cours de notre enquête.

39 Une troisième critique porte sur le manque de professionnalisme de certains chantiers participatifs qui ne tiennent pas leurs promesses de formation. Lucie, 55 ans, membre de la SCOP Interstella et par ailleurs formatrice en écoconstruction, s'élève contre une petite annonce de chantier qui, selon elle, cumule l'ensemble de ces dérives :

« Ça me fait penser à un mail que je viens de recevoir pour un stage de construction en terre avec un stage de yoga. Je lis le truc de plus près et je découvre qu'il s'agit de faire la salle de cours de la prof de yoga. Je rêve ! Payer pour construire la baraque de quelqu'un d'autre, c'est franchement osé. Et la fille qui anime le stage n'a même pas 25 ans... Elle dit dans sa bio[graphie] qu'elle a animé trois chantiers. Pour faire de la formation, c'est léger... ».

40 Chez certains écoconstructeurs, cette critique renvoie plus largement à la revendication d'une identité de métier (Dubar, 2000), impliquant une expérience soutenue, garante du professionnalisme : si tout le monde peut participer à un chantier

participatif, la crainte est que le savoir-faire ne se diffuse au profit d'amateurs mal formés et opportunistes qui

41 s'improviseraient « écoconstructeurs » sans en avoir ni les compétences, ni la conviction politique. Pour l'ensemble des membres de la SCOP Interstella, ce risque reste néanmoins négligeable. Il est inhérent à la diffusion de l'écoconstruction qui, à partir du moment où elle n'est pas dans les mains du biobusiness, constitue à leurs yeux un levier majeur pour l'essaimage d'un nouveau projet de société.

42 Il faut noter que ces controverses, aussi vives soient-elles, ne créent pas suffisamment d'antagonismes pour conduire à un refus de coopération sur les chantiers entre écoconstructeurs critiques et adeptes des chantiers participatifs. Elles relèvent de l'activité de contrôle informel sur les bonnes pratiques professionnelles et permettent à chacun de se positionner par rapport à l'État. Dans tous les cas, y compris dans la majeure partie des chantiers participatifs, il ne s'agit pas de faire sécession par une organisation communautaire, autarcique, qui se passerait de tout échange marchand, mais bien d'explorer les formes sociales de la « transition » écologique et économique (Hopkins, 2010).

2.2. Les conditions de la participation ouvrière

43 Le fonctionnement de la SCOP Interstella permet de décliner la version autogestionnaire de la « transition », impliquant tout à la fois l'inscription dans un État redistributif et une réévaluation du travail qui sape les fondements d'une rétribution salariale hiérarchique.

44 Comme dans les chantiers participatifs, personne n'arrive tout d'abord à Interstella par hasard. La proximité des engagements politiques favorise le consensus : Robert, 63 ans, maçon, est militant anarchiste, il a grandi dans une cité construite par ses parents, membres des Castors, il est devenu peintre en bâtiment, puis maçon ; Jacques, 60 ans, maçon, est un ancien éducateur spécialisé, militant anti-nucléaire depuis quarante ans, il milite dans plusieurs associations d'écoconstruction et de défense de l'environnement ; Lucie, 55 ans, maçonnesse, n'a pas terminé ses études d'architecture et a bifurqué en sociologie, elle est formatrice en écoconstruction et milite à ATTAC sur les discriminations entre les sexes ; Fabrice, 54 ans, maçon, est un ancien compagnon tailleur de pierre qui a refusé de faire le tour de France pour s'expatrier en Asie ; Lili, 50 ans, maçonnesse, est militante anarchiste et féministe très engagée ; Antoine, 35 ans, maçon, est militant anti-nucléaire et installateur de phytoépuration après avoir fait des chantiers participatifs et une formation en restauration du patrimoine ; Gilles, 32 ans, compagnon charpentier, doté du plus haut niveau de diplôme en charpente, a également refusé de faire le tour de France ; libertaire, il est animateur d'une fanfare à tiers-temps. Le mode de recrutement renforce l'appartenance à une même famille politique : conformément aux statuts de la SCOP qui existe depuis 15 ans, chaque embauche est soumise au vote de l'ensemble des associés à la suite d'un an de travail à leurs côtés qui permet à chaque membre d'éprouver sa mutuelle compatibilité.

45 Cette base commune explique la place particulière accordée au travail salarié à Interstella : le travail dans le bâtiment ne constitue pas un plein temps pour la plupart des membres de la SCOP et s'inscrit dans la continuité d'autres activités militantes, ce qui les conduit à travailler majoritairement pour des clients qui partagent pour partie leurs points de vue. Dans cette SCOP, la recherche de profit n'est pas centrale : il suffit de dégager suffisamment d'argent pour payer chaque mois les salaires, qui tournent autour du SMIC et sont indépendants des compétences et des postes.

46 Partant de ce principe autogestionnaire fort, tous les associés sont ainsi salariés et payés au même taux horaire, quels que soient l'ancienneté, la qualification ou le niveau de responsabilité (qu'ils dirigent ou non un chantier). Cet égalitarisme repose sur un principe politique partagé : le travail relève d'une action collective qui n'est pas

divisible. En témoigne cet échange de conversation entre Jacques, Lili et un de leurs amis de longue date, Jean, artisan, 55 ans, qui vient de fonder à son tour une SCOP :

Jean — Je suis emmerdé. J'ai eu un conflit avec un associé sur le salaire du dernier maçon qu'on a recruté. Je voulais qu'il soit payé au même taux horaire que nous et mon associé n'a pas voulu parce qu'il a moins d'expérience et qu'il est moins productif.

Jacques — Il faut que tu dises à ton gars que le problème de la productivité, c'est tronqué, c'est pris par morceau, ça n'a pas de sens car de toute façon, si tu es le champion du monde des enduits, si t'as pas quelqu'un qui te prépare le mortier, t'es pas le champion du monde des enduits ! Le problème, c'est la concurrence avec des manœuvres qui te font le boulot pour plus ou moins cher. Dans notre SCOP, la productivité, c'est un problème d'organisation globale du chantier et non entre nous. On va pas chercher à savoir qui est le plus productif.

Lilli — Ce qui compte, c'est la productivité d'un collectif de travail. Le premier facteur d'amélioration de la productivité, c'est l'organisation, bien avant les compétences individuelles. La productivité, c'est pour camoufler le fait que la concurrence entre individus l'emporte sur l'organisation collective.

Jacques — Et puis pourquoi quelqu'un de productif devrait gagner plus d'argent ? C'est un raisonnement faux. Comment savoir le poids relatif de la gestion, du commercial, de l'administration, du chantier ? Quand tu décortiques ton salaire, c'est compliqué.

Jean — Je suis d'accord, mais on n'a pas la même histoire que vous. J'ai un des associés qui a... comment dire... qui est... d'un autre milieu. Plus artisan traditionnel. Et ça aussi, ça compte. De travailler avec des gens qui n'ont pas notre vision du monde.

47 Pour les membres d'Interstelle, le niveau de cohérence est maximal : tous les associés sont rémunérés au même taux horaire et possèdent à égalité le capital de l'entreprise.

48 L'arrivée de stagiaires ne vient pas perturber le principe d'une juste rémunération. La SCOP étant réputée dans son secteur, les demandes de stage affluent. Leur embauche pourrait sembler de prime abord paradoxale pour cette SCOP qui n'organise pas de chantiers participatifs au nom du refus d'exploitation d'une main-d'œuvre gratuite. Les stagiaires qui viennent dans le cadre de formations professionnelles rémunérées ne peuvent en effet pas toucher d'autre salaire. Or, les membres d'Interstelle estiment que le travail apporté par les stagiaires dans la coopérative fait partie du temps de travail compris dans le devis payé par les clients. Afin de les rétribuer d'une certaine manière, ils remboursent aux stagiaires l'ensemble des trajets nécessaires à leur venue sur le chantier. Ce procédé leur permet de maintenir leur objectif de diffusion de l'écoconstruction par la formation de stagiaires, tout en permettant aux stagiaires d'être défrayés.

49 Dans cette SCOP, la notion de « participation » est ainsi conditionnée, comme dans les chantiers participatifs, par le partage de principes communs et le respect de la libre association ; mais s'y ajoute le principe d'une reconnaissance salariale du travail, fondamental pour les membres d'Interstelle qui défendent politiquement l'idée de la réversion solidaire d'une partie de l'argent gagné à un État redistributif.

2.3. Partage égalitaire et rotation des tâches

50 Une fois ces principes posés, comment s'organise concrètement le travail en autogestion ? Le choix du salariat implique une gestion administrative importante qui fait ici l'objet d'un partage inhabituel, y compris dans le monde des SCOP : les fondateurs d'Interstelle ont estimé politiquement cohérent sur le plan féministe et autogestionnaire de partager toutes les tâches de gestion. Dans cette SCOP aux effectifs mixtes, il ne s'est donc pas instauré une classique division sexuelle du travail entre le travail manuel du chantier, réservé aux hommes, et le travail bureaucratique du secrétariat, assigné aux femmes, qui caractérise le reste du BTP (Gallioz, 2007). Les

membres associés de la SCOP passent ainsi tous ensemble, chaque trimestre, deux jours pleins à faire le calcul des heures travaillées de chaque associé et des stagiaires, à établir leurs fiches de salaire à l'aide d'un fichier Excel réactualisé chaque année en fonction des nouvelles normes comptables. « Depuis le début de la SCOP, explique Jacques, tout est transparent. Tout le monde sait qui gagne quoi, quelles administrations on paye : TVA, URSSAF, pôle emploi, couverture maladie, indemnités repas, frais de déplacement. C'est bien. On se rappelle tous les trimestres qu'on cotise pour se former, pour la retraite... ». Ce travail de comptabilité et de secrétariat, qui oblige concrètement tous les membres de la SCOP à arrêter leur chantier pour se plonger dans des tableurs, des factures et des courriers, est pour tout le monde une « corvée agréable », précisera sans ironie Antoine. C'est une occasion périodique de se retrouver tous ensemble — occasion rare puisqu'ils se trouvent tous essaimés sur des chantiers distincts. Ils peuvent régler leurs différends sur le fonctionnement de la SCOP ou sur la gestion de certains chantiers. « On débriefe, on bouffe bien, on gueule un bon coup et même si on a fini par se spécialiser, un à la TVA, l'autre à l'URSSAF, on essaie de tourner en prévision des départs à la retraite ! », s'exclame Gilles qui est en train d'apprendre avec Jacques à faire les fiches de salaire.

51 Moment pivot de ces deux jours, une demi-journée est consacrée à la répartition des chantiers et à l'emploi du temps prévisionnel, semaine par semaine, pour les trois mois à venir. Comme le précise l'ouvrage (Lulek, 2009) consacré à l'organisation d'Ambiance bois, une scierie autogérée sur le plateau de Millevaches, fameuse dans le monde des alternatives écologiques, la constitution de l'emploi du temps constitue la partie la plus fondamentale de l'autogestion : qui fait quoi et avec qui ? À Interstelle, l'emploi du temps se constitue collectivement : chacun réaffirme ses préférences, en fonction de l'éloignement du chantier, du type de construction et de son organisation familiale.

52 L'autogestion concerne également les postes de direction : comme dans toute SCOP, la gérance est élue ; mais dans le cas d'Interstelle elle ne se voit pas confier un quelconque pouvoir en matière de décisions opérationnelles ou d'emploi du temps. La règle, à Interstelle, c'est par ailleurs que tout le monde dirige un chantier dans l'année afin d'éviter toute monopolisation de cette fonction. « Ce qui veut dire, explique Jacques, que je suis l'ouvrier de six patrons et le patron de six ouvriers ». Gilles ajoutera sous forme de boutade : « De toute manière, on est tous des caractériels, on ne supporterait pas un patron, on ne pourrait plus bosser autrement ». Si les membres de la SCOP veillent à s'attribuer alternativement la direction des chantiers, ce poste n'implique pas pour autant la concentration des pouvoirs. Diriger un chantier, c'est surtout gérer les rapports avec le client, tenir un carnet de bord, anticiper les commandes et non imposer une division du travail : l'organisation des tâches est débattue en situation avec une informalité qui contraste avec l'autorité hiérarchique dont sont en général investis chefs de chantier ou architectes. Clara, 29 ans, anciennement chef de rayon, reconvertie dans la maçonnerie, stagiaire envoyée par un organisme de formation pendant le chantier ethnographié, insistera en entretien sur la convivialité particulière qui règne à Interstelle, comparativement aux autres stages qu'elle a pu faire dans le bâtiment.

53 Sur le plan ethnographique, il est délicat de rendre compte de ce fonctionnement coopératif, étant donné la simplicité du dispositif : repas partagés à l'ombre d'un parasol, échanges de nouvelles personnelles qui traduisent des liens d'amitié et de confiance, discussions sur l'actualité politique, questionnement sur la répartition des tâches et les gestes techniques, traits d'humour sur la gestion des toilettes sèches du chantier, considérations météorologiques, l'enchaînement de ces interactions peut paraître anodin. C'est leur fluidité qui marque ici le brouillage entre travail et non-travail : il va de soi à Interstelle que les relations ne sont pas purement professionnelles et qu'il est possible d'explorer différents registres sans crainte de rétorsion hiérarchique ou salariale, puisque tel n'est pas l'enjeu.

54 Si l'on s'en tient à la seule activité de construction, on constate les récurrences

organisationnelles suivantes : on retrouve le même respect ergonomique de la santé au travail que dans les chantiers participatifs, d'autant plus affirmé à Interstelle qu'à la différence du

55 travail bénévole ponctuel, il s'agit de tenir physiquement dans la durée. Le principe de polyvalence, induit par la rotation des postes, répond également à la contrainte des emplois du temps de chacun, pris dans des agendas militants et personnels chargés. La question de la productivité reste centrale, mais redéfinie à l'aune des disponibilités des travailleurs, puisque la hiérarchie est inexistante : pour les membres d'Interstelle, se consulter collectivement et quotidiennement sur la distribution des tâches et la répartition des effectifs, de sorte que la production des matériaux nécessaires soit proportionnelle aux capacités de mise en œuvre, constitue la clef du bien-être au travail et de la viabilité économique de la SCOP. Ce savoir-faire d'anticipation et de gestion collective les distingue, en tant que professionnels, à la fois des profanes et des organisations du travail pyramidales.

2.4. Comment désamorcer la tentation hiérarchique ?

56 Cette organisation du travail autogestionnaire, qui va au-delà des structures démocratiques en vigueur dans les SCOP, prémunit-elle pour autant des conflits ou des phénomènes de *leadership* ? La bonne entente est théoriquement assurée par le mode d'association volontaire et électif des nouveaux membres de la SCOP. Elle est renforcée par la constitution d'emplois du temps personnalisés et le principe de démocratie directe. Le questionnement se déplace alors sur les compétences requises par une telle organisation : « Il faut pouvoir s'engueuler. Poser ses limites », explique Fabrice. Le point de vue de Gilles s'inscrit dans le même registre : « C'est bien d'avoir de grandes gueules comme Robert, ça fait contrepoids. Moi, je n'ai pas de souci, quand j'ai un truc à dire, je le dis ». La libre circulation de paroles critiques est ainsi posée comme la condition d'une bonne entente. Dans un tel contexte, l'aptitude à exprimer publiquement ses désaccords et, symétriquement, à les recevoir, constitue une condition du bon fonctionnement du collectif de travail. Inversement, une trop grande réserve et une trop grande susceptibilité peuvent s'avérer des facteurs de trouble. Celles et ceux qui ne sont pas dotés de cette double compétence — consistant à dire ce qu'on pense du travail des autres et à entendre ce que les autres pensent de votre travail — ne peuvent rester durablement dans une telle structure. En témoigne le refus d'un stagiaire rencontré *a posteriori* d'intégrer Interstelle : ce mode de communication trop direct ne lui convenait pas.

57 Un autre élément peut faire obstacle au bon fonctionnement de la SCOP : en l'absence d'instance hiérarchique, l'autogestion suppose un engagement *a minima* sérieux, *a maxima* enthousiaste dans le travail. Selon Fabrice, « le problème, c'est ceux qui n'ont plus envie de bosser et qui viennent quand même ». À Interstelle, les associés travaillant la plupart du temps en binôme, la non-participation au travail est immédiatement repérable, à l'inverse des grands chantiers du BTP où la main-d'œuvre est pléthorique, rendant possibles de discrets retraits du chantier (Jounin, 2010). Les plus anciens membres de la SCOP citent ainsi le cas d'un ancien associé, maçon, qui avait perdu toute motivation. Il avait fallu un temps certain pour qu'il consente à quitter de lui-même la SCOP. Il n'était pas imaginable de procéder à un licenciement.

58 Ainsi, la lutte contre l'épuisement des ressources à la fois naturelles et humaines de la planète, dans cette SCOP comme dans les chantiers participatifs, repose sur le principe militant d'une conversion par l'exemple jusque dans les moindres aspects de l'organisation du travail et sur une conception également extensive du travail comme espace de démonstration d'une cohérence politique, en adoptant toutefois une autre conception de la participation. À l'inverse de la rotation des bénévoles dans un chantier

participatif, c'est la constitution pérenne d'un collectif de travail qui assure le fonctionnement horizontal d'Interstelle qui a opté pour un partage radical de l'intégralité des tâches dans le cadre juridique du travail salarié offert par la SCOP — cadre qui permet d'expérimenter l'idéal politique de l'autogestion égalitaire et d'une cotisation solidaire.

3. Le chantier collectif comme action directe

59 Les chantiers participatifs qui se déploient au sein de la lutte d'occupation menée à Notre-Dame-des-Landes proposent encore une autre configuration de la participation et de la démocratie directe au travail : il n'y a pas d'échange marchand du savoir, ni même d'échange de sa force de travail contre des biens en nature. La formule « chantier collectif » est du reste préférée à celle de « chantier participatif ». Quant au terme « travail », il renvoie à un cadre légal d'activités rémunérées qui ne saurait être en usage sur ce site d'expérimentations libertaires. La question de la participation et de l'organisation des tâches mérite ici d'être posée à nouveaux frais : dans cette lutte, il ne s'agit pas seulement de militer ponctuellement contre la construction d'un aéroport, mais aussi de proposer des modes de vie alternatifs visant à révolutionner, entre autres, le rapport au travail. La sociologie du travail et des professions ne saurait par conséquent se passer de l'étude des luttes d'occupation (par-delà les usines) pour comprendre les transferts qui s'opèrent entre l'espace-temps militant et l'acquisition de savoir-faire, pouvant conduire à de véritables conversions indissolublement professionnelles et politiques.

60 En témoignent les effets de la lutte du Larzac qui associent tous ces niveaux de reconfiguration. C'est ainsi qu'une partie des militants antimilitaristes venus défendre les terres agricoles contre l'extension du camp militaire de 1971 à 1981 a concrètement aidé les fermiers mobilisés dans la défense de leurs terres au point de devenir des éleveurs de brebis — ou, plus exactement, des paysans politisés qui ont renouvelé le syndicalisme agricole en créant la Confédération paysanne en 1987 et contribué à la constitution de l'altermondialisme. S'il est trop tôt pour mesurer les effets sur le long terme de la lutte menée à Notre-Dame-des-Landes, l'observation ethnographique permet en revanche de rendre compte de l'intensité des échanges de savoirs à tous niveaux : pour une partie des militants, participer aux activités qui se déploient sur les 1650 hectares de cette zone relève d'un apprentissage tout à la fois politique, agricole et artisanal.

3.1. Participer, c'est prendre position

61 Si la lutte est totale — « contre l'aéroport et son monde », selon la formule consacrée —, elle prend notamment pour cible « les grands projets inutiles » (Camille, 2014) et, par là, vise tout particulièrement le BTP, en tant que secteur énergivore, fondé sur l'exploitation d'intérimaires au profit de grands groupes qui ont partie liée avec les marchés financiers et l'État qui les subventionne.

62 Un rappel chronologique des événements s'impose ici¹⁰ : en 1972, un projet de construction d'un aéroport est arrêté dans la campagne nantaise à Notre-Dame-des-Landes par les aménageurs du territoire. Le projet sera enterré, puis réactivé comme projet d'intérêt public en 2008, en dépit de la loi européenne sur l'eau qui interdit de construire sur une zone humide. S'amorce une première vague d'occupation de cette zone à aménagement différé (ZAD) par des opposants à l'aéroport. Une deuxième étape est franchie quand en 2010, Vinci, premier opérateur européen de concessions

d'infrastructures (autoroutes, ouvrages routiers, parkings, aéroports), obtient l'ensemble des terres et le marché de construction et de gestion de l'aéroport. Le conflit se radicalise à partir d'octobre 2012 quand plus de deux mille agents des forces de l'ordre viennent détruire une grande partie des fermes squattées et des cabanes construites et expulser leurs occupants en vue de commencer les travaux. En réponse à la violence policière, le 17 novembre 2012, une manifestation de réoccupation est organisée, réunissant plus de 40 000 personnes pour reconstruire ce qui a été détruit. Suit une deuxième vague de peuplement : la ZAD, rebaptisée « zone à défendre », passe de 80 à 250 habitants permanents. Il ne s'agit alors pas seulement d'édifier des barricades pour empêcher les assauts des forces de l'ordre, mais de manifester une opposition radicale aux politiques d'aménagement du territoire, pensées comme autant d'instruments de contrôle des populations, en édifiant, entre autres, des cabanes. La ZAD se visite comme un lieu d'expérimentations anarchistes à ciel ouvert.

63 On retrouve dans cette lutte les paradigmes de la preuve par l'exemple et de la politisation du moindre geste. Il s'agit bien de bâtir autrement : au béton, au fuel et aux fosses septiques chimiques sont préférés le bois, les matériaux de récupération, l'isolation en feutre, en paille et en terre, le poêle, l'énergie solaire et les toilettes sèches. En cela, les cabanes de la ZAD héritent du savoir-faire à la fois artisanal et militant de toute une population qui a fait le choix politique — et non économique — de l'habitat léger (roulottes, yourtes, tipis, cabanes) en zone rurale, et qui s'est mobilisée en 2010 pour contester l'adoption de la Loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure du 21 décembre 2010 (LOPSI 2) visant à interdire ce mode de vie. Vivre de peu, cesser de bâtir en dur, réduire l'emprise humaine au sol constitue un credo décroissant que les militants les plus rétifs à l'écologie politique sont contraints d'adopter, une fois immergés dans le bocage, étant donné les difficultés objectives d'accès à l'eau et à l'électricité. Pour les zadistes peu sensibilisés à l'écologie, aller à la ZAD, c'est dès lors simultanément faire l'expérience d'une lutte — avec son cortège de réunions, de manifestations, d'actions ciblées et d'un mode de vie rural où la hiérarchie des activités manuelles est totalement revisitée. Nombreux sont les récits militants qui relatent la même histoire sidérée d'incorporation du *modus vivendi* de la zone, qu'il s'agisse d'ingénieurs, d'étudiants, d'itinérants vivant en camion ou d'anciens cuistots, et qu'on peut synthétiser en ces termes : « je suis venu pour manifester à la ZAD, je pensais rester trois jours et ça fait un an que je suis là. Je ne pensais pas que je dormirais dans une cabane, encore moins que j'apprendrais à en fabriquer une ».

64 La construction collective de cabanes participe plus largement d'un type de mobilisation politiquement situé s'inscrivant dans le sillage de l'Action mondiale des peuples qui a eu lieu à Toulouse en 2006, des altervillages d'ATTAC depuis 2008, du Camp climat qui s'est déroulé en 2009 à Notre-Dame-des-Landes, ou du chantier éclair organisé par un squat de Lausanne en 2010, consistant à préfabriquer clandestinement et en autogestion une maison en paille et à l'installer le plus vite possible dans un parc public pour militer pour le droit au logement (Collectif Straw d'la balle, 2013). Les comités de soutien qui se sont créés en France, s'inscrivant dans ce même registre d'action, ont ainsi préconstruit des cabanes démontables et remontables sur le site. Construire à la ZAD en un temps record avec des biomatériaux relève par conséquent de l'action directe non violente, prolongeant le geste accompli par les chantiers participatifs en une prise de position, dans tous les sens du terme, dans l'espace public.

65 De quel espace public s'agit-il ? La zone est délimitée en apparence par des barricades. Elle n'en est pas moins un espace ouvert dans lequel véhicules et piétons peuvent librement circuler. Les barricades sont en réalité des chicanes qui obligent, matériellement et symboliquement, les passants à ralentir, marquant le passage dans un monde affranchi du droit privé et public. Construire une cabane à Notre-Dame-des-Landes, c'est par conséquent accomplir un acte de libre expression politique, poussant jusqu'à son terme le geste entrepris par l'écoconstruction militante : bâtir n'est pas un « travail », c'est la matérialisation d'un projet de société. Toutes les participations à ce

projet sont-elles néanmoins les bienvenues, ou assiste-t-on à des regroupements militants exclusifs ?

3.2. Qui fait quoi ? Divisions et *turn-over* militant

66 La participation la plus massive aux chantiers collectifs de la ZAD prend place en premier lieu lors des manifestations d'ampleur organisées sur le site qui, dans ce cas, ne se préoccupent pas des clivages militants, puisqu'il s'agit de faire nombre. Riverains, Nantais, Bretons, camarades de lutte venant de l'Europe entière, anarchistes de toutes les mouvances, autonomes, membres ou sympathisants d'Europe écologie et du Front de gauche participent de concert à des « chantiers participatifs plus plus plus » (selon la formule d'un charpentier rencontré en Bretagne), par-delà l'étendard des partis, qui ne sont pas admis sur le site.

67 Le processus est différent pour les cabanes préconstruites par une partie des comités de soutien à la lutte de Notre-Dame-des-Landes qui se fondent avant tout sur des réseaux régionaux d'interconnaissance issus des mêmes cercles militants. La construction de cabanes par les résidents sur place obéit également à des logiques affinitaires, qu'elles soient politiques ou liées à la constitution d'amitiés. On a ainsi pu observer que des écolos radicaux qui prônent uniquement l'usage de clous, de marteaux et de scies, voire de bois mort et non vivant, ne vont pas initier un chantier avec des zadistes pour qui le squat des cabanes déjà construites ou des maisons existantes, jugées plus confortables, prime sur toute autre considération.

68 Il serait toutefois réducteur de considérer que cette répartition affinitaire des chantiers constitue l'unique mode de ventilation de la main-d'œuvre. Le principe d'ouverture est maintenu par la prolifération des « collectifs »¹¹, qui permet de trouver son cercle militant, sans compter les mutations politiques qui s'opèrent à l'échelle biographique : pour certains, cheminer dans l'espace-temps de la ZAD peut consister à passer de cabane en cabane, autrement dit à expérimenter différents modes de vie et différentes propositions politiques. Le principe d'entraide entre voisins rebat également les cartes des divisions initiales. Plus que de logiques affinitaires, il s'agit d'expériences plurielles et croisées qui rendent impossible toute cartographie figée de cette lutte.

69 Cette pluralité des expériences est renforcée par le défilé continu des sympathisants à la cause, encouragé par le site internet de la ZAD qui se fait le messager hebdomadaire d'appels à participation aux chantiers collectifs, drainant une population sensibilisée à cette cause, mais non nécessairement militante (au sens classique du terme). Pour ne donner que quelques exemples, certains pensaient se promener en curieux sur la zone, se trouvent à participer à un chantier d'isolation en laine d'un dôme géodésique et séjournent *in fine* plus longtemps que prévu. D'autres pensaient « casser du flic » sur les barricades et, arrivant au printemps, se lancent dans l'agriculture.

70 L'intégration à divers chantiers des étudiants et collègues de notre collectif d'enquête¹² est symptomatique de ce processus de conversion. Précision importante par rapport aux alternatives écologiques précédemment étudiées, les sociologues sont considérés dans cet espace en lutte comme des experts inféodés à l'État capitaliste. Dans un tel contexte, il ne s'agit pas de faire de l'observation participante ou de la participation observante, mais de la participation à temps plein. La question de la neutralité ne se pose pas : aller à la ZAD, c'est soutenir cette lutte d'occupation et y contribuer dans la mesure de ses moyens et de ses préférences politiques. Dans mon cas, aller à la ZAD a principalement consisté à faire des chantiers. *Quid* du travail proprement sociologique ? Il fut rétrospectif et, point fondamental, collectif : multiplier les points de vue (à la fois politiques et sociologiques), débriefer ensemble, créer des liens d'amitié et de confiance entre nous, autant d'opérations qui se sont imposées comme nécessaires pour comprendre l'inventivité sociale de cette mosaïque politique inédite.

71 Résultat important de ce dispositif d'enquête, nous avons tous pu participer à des chantiers, quels que soient nos affiliations politiques et notre degré d'engagement militant préalable. C'est bien la preuve que la contribution à la geste zadiste l'emporte sur les logiques affinitaires qui sous-tendent chaque chantier.

72 Lors des sept séjours que j'ai pu faire à la ZAD de 2012 à 2014, un même principe d'organisation s'est à chaque fois dégagé : toute personne présente sur les lieux peut proposer son aide, sans connaître le moindre zadiste sur le chantier. Personne ne vous demande d'où vous venez, pourquoi vous êtes là, ni même comment vous vous appelez. « Tout le monde s'appelle Camille », est-il significativement répété à la ZAD afin d'affirmer par ce prénom épïcène que cette lutte n'a pas de *leader* identifié. Nul chef, nul président d'association à qui demander une quelconque autorisation. Ce principe radical d'entrée libre est de prime abord déconcertant : le rituel d'accueil et de visite guidée du chantier — auquel se livrent ordinairement les commanditaires des chantiers participatifs — est sur la ZAD très variable et le plus souvent absent. Seuls les pauses et l'engagement dans la durée permettent d'entrer dans des relations plus personnelles que diffère l'impératif militant de discrétion.

73 À la différence des chantiers participatifs ou des chantiers autogérés d'Interstelle, la main-d'œuvre n'est par ailleurs pas stabilisée et change de jour en jour : les zadistes, concepteurs des plans de la cabane, dont certains sont des professionnels de la construction ou des bricoleurs expérimentés, assurent le lancement du chantier, mais ils ne seront pas présents à plein temps, pris par d'autres activités militantes ou professionnelles. À ceci s'ajoute que personne ne peut prévoir le nombre de participants de passage à la ZAD, encore moins leurs compétences. « Y a-t-il un pilote dans l'avion ? », s'exclamera avec humour un zadiste sur un chantier, cherchant une visseuse et ne trouvant personne capable de lui répondre. Ce brouillage est entretenu par l'absence de désignation des uns et des autres par un quelconque titre : personne n'oserait employer le terme de « chef de chantier ». On retrouve ici l'esprit horizontal des chantiers participatifs qui conduit les plus experts en écoconstruction à accomplir les travaux de force comme les autres, accentuant l'effet d'indistinction des niveaux de compétence. Il n'en reste pas moins aisé de repérer très vite les personnes ressources, capables de vous dire ce qu'il faut faire et surtout de vous expliquer comment le faire.

74 Étant donné le *turn-over* des zadistes, la dimension pédagogique, mise en avant par les chantiers participatifs, peut-elle être maintenue ? Des ateliers sur des techniques constructives spécifiques sont proposés, renvoyant à la tradition militante de l'éducation populaire qui prévaut dans l'écoconstruction. Ces ateliers s'en distinguent toutefois par leur gratuité totale et la revendication d'une position amatrice : « On est là pour apprendre ensemble, faire des essais-erreurs. On ne veut pas de pros qui se mettraient en position de surplomb. L'idée, c'est que tout le monde s'approprie la technique, fasse sa propre expérience des matériaux », revendique une animatrice d'un atelier d'écoconstruction. La transmission pédagogique est censée s'accomplir dans le cours du chantier : une personne trouve toujours le temps de vous expliquer tel ou tel geste technique.

75 Distinction majeure par rapport aux chantiers participatifs, il est possible de ne rien faire, de juste regarder. Étant donné la main-d'œuvre surnuméraire, il est ainsi fréquent qu'il y ait plus de gens à discuter que de main-d'œuvre active. La règle implicite est que la participation au chantier se fait sur la base du volontariat. Ces chantiers sont bel et bien ouverts au public en ce qu'ils se donnent à voir et à photographier — à partir du moment où aucun visage n'est identifiable — en vue de diffuser la bonne nouvelle de la détermination zadiste : « aussitôt détruit, aussitôt reconstruit ». Autre point de divergence avec les chantiers participatifs, la participation à un chantier ne conditionne aucunement le droit à une quelconque contrepartie en nature : il est conseillé aux visiteurs de venir avec de quoi manger et il n'est pas garanti qu'il reste de la place dans les « *sleepings* » collectifs.

76 En bref, la règle de participation la plus partagée sur l'ensemble de la zone est celle

3.3. Brèches fondatrices

77 Cette autorégulation des places dans le travail de construction ne s'accomplit toutefois pas sans heurts, ni opération de clôture.

78 L'une des revendications du groupe féministe qui s'est constitué à la ZAD concerne précisément le sexisme de certains zadistes sur le chantier des barricades et des cabanes qui, par toute une série de gestes et paroles déplacés, reproduisent le stéréotype de l'inaptitude technique des femmes, décourageant certaines de participer à l'action de construction¹³. Dans l'idée de proposer une transmission de savoir-faire qui prenne en compte ces expériences d'exclusion, un chantier en non-mixité, réservé aux « meufs-trans-gouines », a été organisé sur la zone entre avril et septembre 2013. Il ne s'agissait pas, pour les féministes de la ZAD, d'accuser l'ensemble des chantiers d'(hétéro)sexisme, mais bien de rendre visible cette discrimination transversale à toutes les luttes.

79 La construction de cabane, du choix des matériaux à celui de sa situation géographique, constitue un autre point de conflit majeur : pour certains écologistes radicaux, il n'est par exemple pas cohérent de pirater le réseau nucléaire d'EDF pour alimenter en électricité les nouvelles constructions. Cette position est loin d'être partagée sur la zone, peuplée de squatters, de punks, d'autonomes et d'agriculteurs pour qui la lutte anti-nucléaire n'est pas fondatrice. Le tronçonnage des arbres de la zone suscite également de houleux débats : pour les uns, il est aberrant de détruire la forêt de ce bocage pour construire des cabanes en bois ; pour les autres, l'usage des ressources locales et l'entretien de la forêt justifient de prélever quelques fûts. Les premiers sont qualifiés de « primitivistes » et d'« embrasseurs d'arbres » par les seconds, taxés quant à eux de « bourgeois » qui se sont trompés de lutte.

80 Le conflit le plus récurrent touche le choix d'implantation des cabanes : faut-il investir les friches, les forêts, les champs des agriculteurs, les routes, les chemins ? Ces options n'ont rien d'anecdotique, elles dessinent des alliances avec les paysans et les riverains et rendent compte d'un plus ou moins grand souci de la cause environnementale. Ces clivages politiques engendrent des stratégies de répartition sur la ZAD. C'est surtout à l'est de la zone que se trouvent les collectifs les plus engagés dans une démarche de sobriété anti-industrielle et de « *deep ecology* » (Naess, 2009).

81 Un autre conflit vient perturber le principe d'échange libre : comment gérer l'usage du matériel et de l'outillage de chaque chantier ? À l'ouest de la zone, un atelier avec des outils a été constitué par des dons. Toute personne peut se servir librement, à condition de rapporter les outils après usage. Les difficultés de circulation et la dispersion des cabanes sur les 1650 hectares, surtout pour les cabanes de l'est qui se trouvent à l'écart des circuits de dons spontanés, n'ont cependant pas rendu possible le maintien d'un minimum d'outillage commun. Les zadistes viennent munis de leur propre outillage et le prêtent dans un cercle de confiance.

82 Pour ce qui concerne le matériel de construction, une règle tacite veut par ailleurs que tout matériel accumulé près d'un chantier lui soit réservé. Mais la pratique du « *freeshop* » — terme qui désigne sur la ZAD le fait de se servir librement dans des espaces prévus à cet effet — s'étend parfois au stock des chantiers en cours, suscitant des conflits qui du point de vue des « *freeshoppers* » sont contraires à l'esprit de la ZAD où rien n'appartient en propre à personne. On touche ici une dimension fondatrice des chantiers collectifs à la ZAD : la non-propriété.

83 Sur ce point, les conflits cessent. À l'instar des chantiers participatifs, contribuer à la construction d'un habitat n'implique pas de droit de propriété, ni même de droit d'usage sur ce lieu. Le moment de partage d'un chantier est à lui-même sa propre fin. Une étape supplémentaire est cependant franchie par rapport à l'autoconstruction

participative : initier la construction d'une cabane, avoir acheté les matériaux et l'outillage n'accordent pas de droits spécifiques sur la cabane construite. Un collectif de zadistes qui a construit sa propre cabane, s'il se disperse, peut voir cette même cabane investie par d'autres qui, voyant la porte ouverte et les lieux désertés, décident de s'y installer, d'ajouter des éléments de construction et de finition. L'architecture hirsute des cabanes qui passent de mains en mains témoigne de ces occupations successives.

84 Ainsi la cabane est-elle à tous égards un chantier collectif ininterrompu reposant sur une participation fondée sur un don sans contre-don, sans exigence de contrepartie (Testart, 2007). Ce mode de construction n'est pas seulement un outil militant ; il incarne une autre manière d'habiter les territoires. Dans le même temps et indissociablement, se diffuse un autre rapport au travail. Une partie des zadistes vit sur ses économies ou du RSA et s'en contente, actualisant le projet politique gorzien d'un revenu d'existence qui ne conduirait pas à l'inactivité : des cabanes habitables sont édifiées, des champs sont cultivés. L'évaluation marchande du « boulot » (à la ZAD, le terme de « travail » est proscrit) est également contestée par la dissociation des activités productives et des rétributions. Nul n'est contraint de contribuer aux différentes tâches nécessaires à la vie du site ou d'être formé au nom d'une libre participation et d'une libre formation. À la norme de la professionnalisation et de la spécialisation est opposée la viabilité de savoirs polyvalents, éminemment profanes.

85 Il est impossible de se figurer les lignes d'horizon que peuvent former la combinatoire de ces principes et leur diffusion à terme. On se bornera à constater que des agriculteurs, des étudiants, des ouvriers, des artisans, des employés, des travailleurs sociaux, des chômeurs, des punks se rendent à la ZAD, participent à la construction d'une cabane, d'un four à pain, d'une serre et en ressortent, métamorphosés : ils quittent leur emploi, songent à fonder une SCOP, font des séjours d'initiation et de formation dans des « écolieux », projettent d'acheter un terrain ou d'intégrer un collectif déjà installé sur un site et s'engagent dans d'autres luttes, en plus de celle de Notre-Dame-des-Landes. Il s'agit bien d'une expérience politique totale.

4. Conclusion

86 Du point de vue des écoconstructeurs engagés et des zadistes, il va de soi que « les activités liées au travail (*occupation*) sont si fondamentales [...] qu'elles fournissent le schème, ou le cadre, de l'organisation structurelle des traits mentaux » (Dewey, 1976, pp. 41-42, cité et traduit par Renault, 2012, p. 141), lesquels schèmes déterminent en retour la reconfiguration des institutions éducatives, professionnelles, gouvernementales. Il s'ensuit que changer d'organisation et de conception du travail, c'est changer de société. Comment s'opère la bascule ? La singularité des alternatives écologiques étudiées réside dans la simplicité revendiquée du mode de conversion.

87 Parce que ces chantiers participatifs, autogérés, collectifs sont de petite taille et s'adressent à des proches (familialement, localement, politiquement), parce qu'ils échappent au « tropisme procédural » des institutions (Blondiaux et Fourniau, 2011), parce qu'ils reposent sur une contribution manuelle modulable selon la force physique, l'âge, les compétences et la disponibilité, parce qu'ils se fondent sur le partage et la rotation des tâches, parce qu'il est possible, le temps du chantier, d'œuvrer à un travail dont les moyens et les fins dépassent la seule promotion de l'écoconstruction, ce type d'initiative, loin de stagner, augmente d'année en année, inversant la tendance observée dans les dispositifs de démocratie participative qui peinent à mobiliser dans la durée citoyens et habitants (Charles, 2012b).

88 Les alternatives écologiques et libertaires n'ont cependant rien d'homogène. Les trois types d'organisation de chantier étudiés, en dépit de principes communs, déclinent différentes conceptions du travail et différents niveaux de participation. L'échange

bénévole de sa force de travail contre gîte, couvert et formation, sous la houlette d'un professionnel rémunéré, constitue la base des chantiers participatifs. À cette économie mixte de la participation est opposée celle d'une rétribution nécessairement salariée du travail dans le cadre légal d'une SCOP où la participation ouvrière est pleine et entière : les salariés ne partagent pas seulement les moyens de production et les bénéfices, ils s'emploient à ce que le processus de décision, de gestion et de répartition des tâches soit le plus horizontal, égalitariste et rotatif possible. La construction de cabanes à Notre-Dame-des-Landes s'écarte de ces deux modèles en rejetant frontalement et publiquement l'échange marchand au profit d'une libre association et de l'auto-organisation de la société civile.

89 Ces expériences qui explorent la voie des alternatives non autarciques, pour être distinctes, sont-elles en lutte les unes avec les autres ? L'hétérogénéité, que certains qualifient de « biodiversité » et qui peut traverser chaque collectif de travail, n'est significativement pas érigée en obstacle. Le conflit, l'absence de modèle de référence, la dimension expérimentale, la libre circulation d'un projet à l'autre sont revendiqués comme une marque de fabrique libertaire : la myriade des propositions politiques, tantôt combinées, tantôt juxtaposées, forme un réseau qui ne vise pas à faire système, mais à s'étendre de cercle en cercle, redessinant les contours du politique (Ogien et Laugier, 2014) : il ne s'agit pas de « dire », mais de « faire » sous la forme d'une action directe — en ce qu'elle a lieu ici et maintenant —, non-violente — en ce qu'elle ne prend pas la voie des armes —, qui consiste à changer radicalement de mode de vie. Cette politisation du moindre geste ne peut que conduire à redéfinir la notion de travail qui prend le statut d'expérience tout à la fois politique, éthique, ludique et créative, susceptible de reconfigurer le monde (Dewey, 1976).

Bibliographie

- Arendt, H., 1993. Condition de l'homme moderne. Calmann-Lévy, Paris.
- Abbott, A., 1988. The System of Professions. An Essay on the Division of Expert Labor. University of Chicago Press, Chicago.
- Beck, U., 2001. La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité. Aubier, Paris.
- Blondiaux, L., Fourniau, J.-M., 2011. Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? Participations 1, 8-35.
- Boltanski, L., Chiapello, E., 1999. Le nouvel esprit du capitalisme. Gallimard, Paris.
- Camille, 2014. Le petit livre noir des grands projets inutiles. Le passager clandestin, Paris.
- Collectif Mauvaise Troupe, 2014. Constellations. Trajectoires révolutionnaires du jeune 21^e siècle. L'Éclat, Paris.
- Collectif Straw d'la balle, 2013. La maison de paille de Lausanne. La Lenteur, Paris.
- Charles, J., 2012a. Les charges de la participation. SociologieS. En ligne : <http://sociologies.revues.org/4151>.
- Charles, J., 2012b. Comment la cartographie méconnaît les habitants. Le formatage de la participation dans une commune belge. Participations 3-4, 155-178.
- Dejours, C., 1997. Virilité et stratégies collectives de défense dans les formes d'organisation du travail. Les Cahiers du Mage 3-4, 147-157.
- Dewey, J., 1976. Interpretation of Savage Mind. In: Dewey, J., Middle Works 2, Siu Press, Carbondale, pp. 39-66.
DOI : 10.1037/h0072862
- Dubar, C., 2000. La crise des identités. L'interprétation d'une mutation. PUF, Paris.
- Hopkins, R., 2010. Manuel de transition. De la dépendance au pétrole à la résilience locale. Écosociété / Silence, Paris.
- Hughes, E., 1996. Le regard sociologique. Essais choisis. Éditions de l'EHESS, Paris.
- Illich, I., 2005. La convivialité. In: Illich, I., Œuvres complètes, tome 1. Fayard, Paris, pp. 451-582.

Gallioz, S., 2007. La féminisation des entreprises du bâtiment : le jeu paradoxal des stéréotypes de sexe. *Sociologies pratiques* 14, 31-44.

Gorz, A., 1988. *Métamorphoses du travail, quête du sens. Critique de la raison économique.* Galilée, Paris.

Jounin, N., 2010. *Chantier interdit au public. Enquête parmi les travailleurs du bâtiment.* La Découverte, Paris.

Lacroix, B., 1981. *L'utopie communautaire. Histoire sociale d'une révolte.* PUF, Paris.

Lulek, M., 2009. *Scions... travaillait autrement ? Ambiance Bois, l'aventure d'un collectif autogéré.* Éditions Repas, Valence.

Messu, M., 2007. *L'Esprit Castor. Sociologie d'un groupe d'auto-constructeurs. L'exemple de la cité de Paimpol.* PUR, Rennes.

Naess, A., 2009. *Vers l'écologie profonde.* Wildproject, Paris.

Nez, H., 2011. Nature et légitimités des savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif. *Sociologie* 4 (2), 387-404.

Ogien, A., Laugier, S. (2014). *Le principe démocratie. Enquête sur les nouvelles formes du politique.* La Découverte, Paris.

Ollitrault, S., 2008. *Militer pour la planète. Sociologie des écologistes.* PUR, Rennes.

Pruvost, G., 2013. *L'alternative écologique. Vivre et travailler autrement.* Terrain 60, 36-55.

Pruvost, G., 2015 [à paraître]. *Quand l'arène des proches s'invite à la table du système des professions : coopérations et coalitions hybrides en écoconstruction.* In: Demazière, D., Jouvenet, M. (Eds), Andrew Abbott, sociologue de Chicago. *Héritages, dépassements, ruptures.* Éditions de l'EHESS, Paris.

Renault, E., 2012. Dewey et la centralité du travail. *Travailler* 38, 125-148.

DOI : 10.3917/trav.028.0125

Rosental, C., 2009. Anthropologie de la démonstration. *Revue d'anthropologie des connaissances* 3 (2), 233-252.

DOI : 10.3917/rac.007.0233

Sennett, R., 2010. *Ce que sait la main. La culture de l'artisanat.* Albin Michel, Paris.

Testart, A., 2007. *Critique du don. Études sur la circulation non marchande.* Syllepse, Paris.

Notes

1 Outre les récits de chantiers recueillis dans le corpus de 95 récits de vie, seront plus précisément mobilisés une semaine d'observation menée sur le chantier participatif d'une maison en paille, une semaine sur le chantier d'une SCOP et sept séjours d'observations à Notre-Dame-des-Landes.

2 « L'apport-travail » consiste à s'engager à travailler un quota d'heures par mois et pendant une partie de ses congés payés à la construction de son propre logement — engagement qui sert de garantie pour les emprunts contractés et permet de bénéficier des aides de l'État.

3 Les formules grammaticales qui signifient la mixité des effectifs, du type « le-la maçon-ne », « il/elle participe », et mettent à distance le masculin neutre, sont en vigueur dans une partie des textes militants (écologiques, libertaires) consultés. Comme les normes éditoriales de la revue ne permettent pas de reprendre ce type de formulation tout au long de l'article, le masculin neutre sera employé ici mais il renvoie, sur chaque terrain d'enquête, à des effectifs mixtes.

4 <http://www.botmobil.org/le-chantier-participatif>.

5 Les matières urinaires et fécales sont recouvertes de sciure de bois qui neutralise les odeurs et accélère le processus de compostage, par opposition aux toilettes à eau classiques qui usent d'eau potable.

6 Le financement participatif ou *crowdfunding* permet, *via* des plateformes, de solliciter le financement de projets par des appels à prêts ou à dons diffusés dans ses propres réseaux sociaux.

7 Cette revue, fondée en 2001, est la première en France dédiée à l'écoconstruction.

8 Les écologistes ont été caractérisés comme appartenant aux professions intellectuelles (Ollitrault, 2008). Notre enquête révèle cependant une population dont la profession principale est manuelle et dont le niveau d'études relève de la formation permanente (autodidacte ou certifiée).

9 Pour des questions d'anonymisation, on ne donnera ni le nom de cette SCOP, ni sa spécialité constructive, ni le nom de l'association d'écoconstruction.

10 Pour une chronologie détaillée voir <http://zad.nadir.org>.

11 Tel est le terme en vigueur dans les milieux libertaires, distincts des communautés.

12 Il s'agit d'une enquête qui a porté sur 9 séjours et a mobilisé en tout une quinzaine de masterants, doctorants et chercheurs, sur trois ans, avec pour les uns un séjour unique dans le cadre de l'enquête, pour les autres des séjours plus réguliers. Afin de respecter les règles d'usage de cette enquête collective, je n'utiliserai que les notes de terrain que j'ai prises lors de mes propres séjours, en conservant une anonymisation maximale dans la description.

13 À chacun de mes séjours à la ZAD, j'ai compté entre un tiers et un quart de femmes.

Pour citer cet article

Référence papier

Geneviève Pruvost, « Chantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste », *Sociologie du travail*, Vol. 57 - n° 1 | 2015, 81-103.

Référence électronique

Geneviève Pruvost, « Chantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste », *Sociologie du travail* [En ligne], Vol. 57 - n° 1 | Janvier-Mars 2015, mis en ligne le 23 janvier 2015, consulté le 10 octobre 2018. URL : <http://journals.openedition.org/sdt/1819> ; DOI : 10.4000/sdt.1819

Auteur

Geneviève Pruvost

Centre d'étude des mouvements sociaux (CEMS), Institut Marcel Mauss, École des hautes études en sciences sociales, 190 avenue de France, 75013 Paris, France
[gpruvost\[at\]free.fr](mailto:gpruvost@free.fr)

Droits d'auteur



Sociologie du travail is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License.